

ÉTAT-PROVIDENCE: VERS L'APPROFONDISSEMENT DE LA POLITIQUE DE CIBLAGE

LE GOUVERNEMENT VEUT TRANSFORMER LE MODÈLE D'ÉTAT-PROVIDENCE. LE BUDGET 2026-2027 DEVRAIT COMPORTER UNE SÉRIE DE MESURES STRUCTURELLES ALLANT DANS LE SENS DU CIBLAGE DES PRESTATIONS SOCIALES.
ERIC CAPHANE

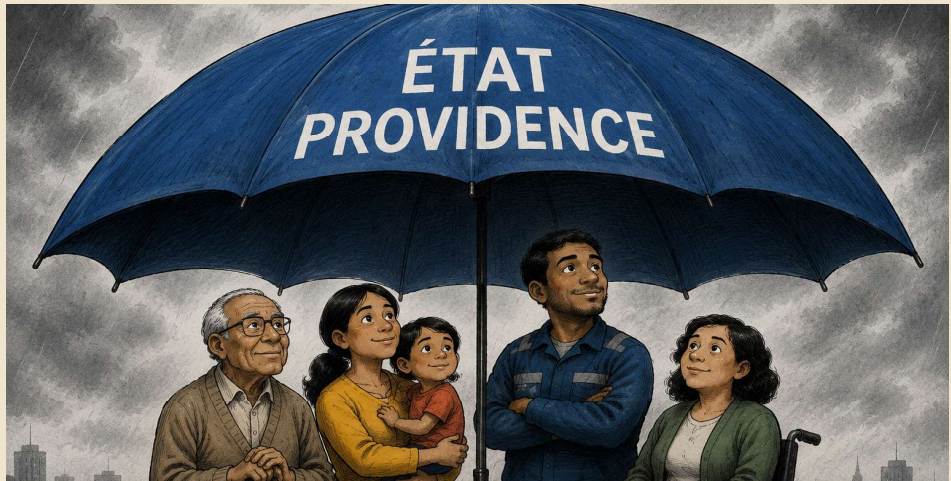


AMIT BAKHIRTA
(CEO ET FONDATEUR D'ANNEAU)

LE BUDGET 2025-2026 avait marqué une rupture. Derrière les mesures fiscales et les objectifs de consolidation budgétaire se dessinait une refonte plus profonde du modèle social mauricien. Le relèvement progressif de l'âge d'éligibilité à la pension de vieillesse, l'extinction programmée de plusieurs allocations financées par la Contribution sociale généralisée (CSG), le recentrage des aides vers les bénéficiaires du Social Register of Mauritius (SRM) avaient donné le ton.

À l'approche du Budget 2026-2027, les interrogations demeurent nombreuses. Les premières étapes de la réforme ont été franchies, mais le véritable défi réside désormais dans la capacité du gouvernement à préserver le tissu social tout en poursuivant l'assainissement des finances publiques.

Pour de nombreux observateurs, les réformes engagées l'année dernière répondaient d'abord à une nécessité budgétaire. La montée des dépenses sociales, conjuguée au vieillissement de la population, posait la question de la soutenabilité du système à long terme. «Il était grand temps



de procéder à une consolidation des finances publiques à Maurice, notamment par une réforme du système de retraite public», estime Amit Bakhirta, le CEO et fondateur d'Anneau.

Selon lui, maintenir simultanément la pension universelle à 60 ans, les allocations CSG et les autres dispositifs de soutien aurait conduit à une impasse financière. «Cela aurait fini par mener à une catastrophe financière, car un système de sécurité sociale et un système de retraite public doivent impérativement être viables sur le très long terme», affirme-t-il.

Pour autant, il ne considère pas que Maurice assiste à un démantèlement de son État-providence. Il préfère parler d'une transformation progressive vers un système davantage ciblé et financièrement soutenable.

Cette logique de ciblage constitue d'ailleurs l'un des principaux enjeux du prochain Budget. L'objectif affiché consiste à concentrer davantage les ressources publiques sur les populations les plus vulnérables. Mais, la question demeure de savoir si les mécanismes actuels couvrent réellement l'ensemble des personnes qui en ont besoin.

Selon Manisha Dookhony, économiste, le défi est de taille. Avec un taux de pauvreté avoisinant les 7 %,

Maurice compterait plus de 100 000 personnes vivant dans des conditions de pauvreté. Pourtant, le Social Register of Mauritius couvre aujourd'hui moins de 7 000 familles, soit environ 25 000 personnes. «Cela veut dire qu'il y a presque 75 000 personnes qui sont potentiellement pauvres et qui ne bénéficient pas des mécanismes du Social Register», souligne-t-elle.

L'économiste estime qu'un meilleur ciblage est nécessaire, mais un tel exercice doit également être suffisamment large pour tenir compte des nouvelles réalités économiques. Car au-delà des ménages les plus vulnérables, une partie croissante des classes moyennes et des classes moyennes inférieures se retrouve sous pression.

«Beaucoup de familles, même si elles ne sont pas dans la bande du SRM, ont beaucoup de difficultés à finir le mois parce que beaucoup de choses sont devenues extrêmement chères et les salaires n'ont pas augmenté autant que les prix», observe-t-elle.

LA CROISSANCE COMME VÉRITABLE RÉPONSE

Derrière le débat sur les prestations sociales se cache finalement

une autre question, peut-être plus fondamentale, celle de la création de richesse.

Pour Amit Bakhirta, les ajustements actuels peuvent être justifiés si les bénéfices collectifs se matérialisent à long terme. «Dans l'histoire socio-macroéconomique d'un pays, il arrive souvent que la souffrance à court terme soit une condition nécessaire à un bénéfice à long terme, notamment pour le bien commun», explique-t-il.

Manisha Dookhony va plus loin. À ses yeux, aucune politique sociale ne pourra durablement compenser une croissance économique insuffisante. «La réduction de la pauvreté vient presque entièrement de la croissance du revenu médian du pays», rappelle-t-elle.

Dès lors, le véritable enjeu du Budget 2026-2027 pourrait être moins de déterminer quelles aides maintenir ou supprimer que de montrer comment les économies réalisées seront transformées en emplois, en gains de productivité et en nouvelles opportunités économiques. Car la pérennité de l'État-providence mauricien dépendra autant de sa capacité à cibler efficacement les plus vulnérables que de celle du pays à recréer les conditions d'une croissance plus forte et plus inclusive.